



Tunisie : la révolution pas à pas



« Mais nous souffrons d'un mal incurable qui s'appelle l'espoir. Espoir de libération et d'indépendance. Espoir d'une vie normale où nous ne serons ni héros, ni victimes. Espoir de voir nos enfants aller sans danger à l'école. (...) Espoir que nos poètes verront la beauté de la couleur rouge dans les roses plutôt que dans le sang. (...) Merci pour porter avec nous le fardeau de cet espoir. »

Mahmoud Darwich¹

Les 22 et 23 avril 2011, à Hammamet, célèbre station balnéaire du nord est de la Tunisie, **le comité de suivi élargi du Forum Social Maghrébin** s'est réuni, en vue de préparer ce futur forum, envisagé en Tunisie, désormais pays symbole de la révolution démocratique en cours du monde arabe. En préalable à cette rencontre, une tournée du centre du pays, dans les villes desquelles tout est parti, s'est déroulée sur deux jours, pour les participants du comité de suivi du FSM, dont Europe Ecologie – Les Verts.

Bien que n'ayant duré que quatre jours pleins, ce bref séjour nous a permis d'appréhender plusieurs facettes de la réalité quotidienne de toute une partie de la population tunisienne qui, si elle a réalisé l'extraordinaire exploit de s'être enfin débarrassée de Ben Ali, reste, trois mois après le départ du dictateur, confrontée à de très grandes difficultés. Sans guère de doute, il semble que **la « révolution tunisienne » ne fait que commencer :**

Contexte politique :

La Révolution tunisienne de décembre 2010-janvier 2011, surnommée en Occident la « *Révolution de jasmin* », a permis, après trois semaines d'insurrection de la population tunisienne dans tout le pays, d'aboutir au départ du président de la République, Zine el-Abidine Ben Ali, en poste depuis 1987². Les Tunisiens préfèrent appeler ces événements la « *Révolution pour la dignité* »³. Il s'agit de manifestations plus ou moins spontanées qui partent de la ville de Sidi Bouzid, pour protester notamment contre le chômage qui touche toute une partie de la jeunesse, plus particulièrement les jeunes diplômés. Les manifestants protestent également contre la répression policière et la corruption, érigée en système à tous les niveaux du pouvoir et de l'administration sous Ben Ali. Ces manifestations débutent réellement le 17 décembre 2010, après l'immolation par le feu d'un jeune vendeur ambulant de fruits et légumes de Sidi Bouzid, Mohamed Bouazizi, dont la marchandise avait été confisquée par les autorités.

Après quatre semaines de manifestations ininterrompues et qui s'étendent à tout le pays, ce malgré la répression, Ben Ali finit par fuir vers l'Arabie saoudite le **14 janvier 2011**. Le Conseil constitutionnel désigne alors comme président de la république par intérim **Fouad Mebazaa**, président de la Chambre des députés, en vertu de l'article 57 de la constitution. Mais cette désignation, suivie de la constitution d'un nouveau gouvernement dirigé par le Premier ministre sortant **Mohamed Ghannouchi**,

¹ Mahmoud Darwish (1941-2008), militant palestinien et un temps membre de l'exécutif de l'OLP, est sans doute le plus grand poète palestinien du 20^e siècle.

² Ben Ali a lui-même pris le pouvoir après un « coup d'état médical », destituant pour raison de santé Habib Bourguiba, père de la Tunisie indépendante, resté au pouvoir de façon ininterrompue de 1956 à... 1987 !

³ Le nom « révolution du Jasmin » renvoie en effet à la prise du pouvoir par Ben Ali en 1987.

ne met pas fin à la crise : huit ministères sont encore contrôlés par **le Rassemblement constitutionnel démocratique** (RCD), le parti de Ben Ali, ce qui est fortement contesté par l'opposition et provoque de nouvelles manifestations. Un deuxième gouvernement Ghannouchi est mis en place, mais il ne dure que du 27 janvier 2011 au 27 février 2011, tandis que les violences continuent. Un nouveau gouvernement, dirigé par **Béji Caïd Essebsi**, est nommé. Le processus de transition se met ensuite progressivement en place durant les mois de mars et d'avril, sous la houlette de la **Haute instance pour la réalisation des objectifs de la révolution**.

Avant la révolution de 2011, la Tunisie possédait un système politique caractérisé par un parti ultra dominant, le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), héritier du mouvement indépendantiste mené par Habib Bourguiba. Certains partis d'opposition étaient simplement autorisés mais nullement en mesure d'accéder au pouvoir. Suite à la révolution, cette situation évolue, avec la formation d'un gouvernement d'union nationale à partir d'indépendants et de partis d'opposition légalisés. La légalisation de tous les partis politiques et associations autrefois interdits est proclamée le **20 janvier**.

Début mars 2011, ce sont **près d'une cinquantaine de partis politiques** qui ont été créés par les citoyens tunisiens en vue des prochaines élections. Mais cette atomisation de l'échiquier politique tunisien risquant d'être trop favorable aux islamistes d'**Ennahda**, l'Instance supérieure de réalisation des objectifs de la révolution a adopté le mode de scrutin proportionnel selon la méthode du plus fort reste. Ce mode de scrutin empêche un parti d'être prédominant dans l'assemblée et favorise la représentativité de la plupart des partis en compétition. De plus, pour empêcher que le RCD, parti du président déchu désormais dissous, puisse réapparaître sous une autre étiquette politique, l'Instance supérieure de réalisation des objectifs de la révolution a proposé de proclamer inéligibles ses anciens membres ayant assumé des postes de responsabilité durant les 23 années précédentes. Cette décision est très controversée car elle aboutit à exclure près de trois millions de Tunisiens du champ politique. Des élections libres, « *surveillées par un comité indépendant et des observateurs internationaux* », doivent avoir lieu le **24 juillet 2011** afin d'élire une assemblée constituante.

Le Rassemblement constitutionnel démocratique a été fondé le 27 février 1988 en remplacement du Parti socialiste destourien. Dirigé par le président Zine el-Abidine Ben Ali, le RCD est dissous le 9 mars 2011, suite à la révolution tunisienne. En sus du RCD, voici la liste des autres partis qui étaient autorisés avant la révolution :

Nom	Orientation politique	Dirigeant
Mouvement des démocrates socialistes	Social-démocratie	Ahmed Khaskhoussi (secrétaire général)
Parti de l'unité populaire	Socialisme Panarabisme	Hassine Hammami
Parti démocrate progressiste	Social-démocratie	Maya Jribi
Parti social-libéral	Social-	Mohsen Oun Nabli

	libéralisme	
Union démocratique unioniste	Socialisme Panarabisme	Ahmed Inoubli
Mouvement Ettajdid	Centre- gauche	Ahmed Brahim
Forum démocratique pour le travail et les libertés	Social- démocratie	Mustapha Ben Jaafar
Parti des verts pour le progrès	Écologisme	Mongi Khamassi

Le dernier parti du tableau, le **Parti des Verts pour le progrès**, avait été autorisé en 2006 seulement quatre mois après sa création par le ministère de l'Intérieur tandis que **Tunisie Verte**, qui réclamait depuis alors deux ans sa reconnaissance, n'était toujours pas autorisé. Le Parti des Verts pour le progrès n'a jamais été reconnu ni par les Verts français ni par les Verts européens, qui ont toujours considéré Tunisie verte comme seul parti écologiste tunisien légitime. Considéré comme un « parti de décor » par la majorité de la scène politique tunisienne, le PVP n'a pas eu de représentant au gouvernement d'union nationale qui a été formé à la suite de la révolution. Le parti avait, en effet, soutenu la candidature de Ben Ali à l'élection présidentielle de 2009.

Un certain nombre de partis politiques non reconnus sous le régime du président Ben Ali ont été légalisés à la suite de la révolution :

Partis politiques légalisés après la révolution

Nom	Orientation politique	Dirigeant
Parti Tunisie verte	Écologisme Socialisme	Abdelkader Zitouni
Parti socialiste de gauche	Socialisme scientifique	Mohamed Kilani
Parti du travail patriotique et démocratique	Socialisme scientifique	Abderrazek Hammami
Mouvement Baath	Socialisme Panarabisme	Othmen Bel Haj Amor
Mouvement Ennahda	Islamisme	Rached Ghannouchi
Parti du centre social	Centrisme	Ammar Slama
Parti de la dignité et de l'égalité	Centrisme Islamisme	Riadh Amri
Mouvement des unionistes libres	Socialisme	Béchir Béjaoui

	Panarabisme	
Parti des jeunes démocrates	Centrisme Libéralisme	Chaker Said
Parti de l'équité et de l'égalité	Centre-droit	Chokri Ghadhab
Mouvement de la réforme et de la justice sociale	Centrisme	Mustapha Bedri
Mouvement national de la justice et du développement	Centrisme	Mourad Rouissi
Parti Al Watan	Centrisme	Ahmed Friaâ
Mouvement du peuple (Echaâb)	Socialisme Panarabisme	Mohamed Brahmi (coordinateur général) ^{17,18}
Parti des libéraux tunisiens	Libéralisme ¹⁹	Mounir Baatour
Parti de la liberté et du développement	Centrisme	Badreddine Rabaii
Parti de la liberté pour la justice et le développement	Centrisme Libéralisme	Hatem Yahyaoui
Mouvement de la jeunesse libre de Tunisie	Centre-gauche	Sahbi Mokhtari
Mouvement de l'unité populaire	Socialisme	Ahmed Ben Salah
Congrès pour la république	Centre-gauche	Moncef Marzouki
Parti de l'avenir (Al Mustakbal)	Libéralisme	Sahbi Basly ²²
Parti de la justice et de la liberté	Libéralisme	Souheil Salhi ²⁴
Parti de l'avenir pour le développement et la démocratie	Socialisme scientifique	Samih S'himi
Parti de la jeunesse pour la révolution et la liberté	Centre-droit	Hamadi Gaâoud
Parti de la dignité pour la justice et le développement	Centre-droit	Fakhr Ghodhban-Ben Salem
Parti communiste des ouvriers de Tunisie	Communisme Marxisme- léninisme	Hamma Hammami
Parti républicain pour la liberté et la justice	Centre-droit	Béchir Fathallah
Parti de la rencontre de la	Social-	Mohamed Ayari

jeunesse libre	démocratie	
Parti de la justice et du développement	Islamisme	Mohamed Salah Hedri
Parti d'avant-garde arabe démocratique	Panarabisme	Kheireddine Souabni
Parti de la dignité et du développement	Centrisme Islamisme	Abdelwahed Yahiaoui
Parti du militantisme progressiste	Socialisme scientifique	Mongi Hammami
Mouvement du peuple unioniste progressiste	Socialisme Panarabisme	Béchrir Essid
Parti de la gauche moderne	Centre-gauche	Fayçal Zemni
Parti libéral maghrébin	Libéralisme	Mohamed Bouebdelli
Rencontre réformatrice démocratique (Al Liqaa)	Islamisme	Khaled Traouli ³²
Parti populaire pour la liberté et le progrès	Socialisme	Jelloul Azzouna
Parti des forces du 14 janvier 2011	Centre-gauche	Wahid Dhiab
Parti Al Majd	Centrisme	Abdelwaheb El Hénî
Afek Tounes	Progressisme Libéralisme	Mohamed Louzir
L'Initiative (Al Moubadara)	Centrisme	Kamel Morjane
Mouvement de la dignité et de la démocratie	Centrisme Libéralisme	Mohamed Ghammadh
Union populaire républicaine	Centrisme	Lotfi Mraïhi
Alliance nationale pour la paix et la prospérité	Centrisme	Skander Rekik
Front populaire unioniste	Marxisme Panarabisme	Amor Mejri
Parti de la réforme et du développement	Centre-gauche	Mohamed Koumani
Parti réformiste destourien	Centre-droit	Ridha Ayed
Parti des républicains libres	Centre-droit	Nazih Souaï
Parti de l'indépendance pour la liberté	Centrisme	Nabil Gorji et Abderrazak Krimi

Alliance pour la Tunisie		Karim Missaoui
Parti de l'équité et du développement		Abderrazak Arbi
Parti de la dignité et du travail		Mohamed Adel Hentati
Alliance républicaine	Centre-droit	Mustapha Saheb-Ettaba

La révolution tunisienne ne fait donc que commencer, et **les élections du 24 juillet prochain vont être déterminantes**, notamment pour apprécier le poids et le positionnement des différents partis et des coalitions qui vont obligatoirement se former, étant donnée l'atomisation de l'échiquier politique. Tous les regards sont notamment tournés vers le parti islamiste **Ennahdha**⁴, dont l'influence est estimée entre 30 et 40% des voix. Mais Ennahda est traversé de courants différents et affirme notamment son respect du processus révolutionnaire et du code du statut personnel des femmes. Une évolution sur le modèle du Parti pour la justice et le développement (AKP), actuellement au pouvoir en Turquie et qualifiable d'islamo-conservatisme n'est donc pas à exclure d'emblée.

C'est dans ce contexte politique très ouvert et foisonnant que le comité de suivi élargi du Forum Social Maghrébin s'est rendu au pays du Jasmin :

Description de la visite du comité de suivi élargi du forum social maghrébin

Nous sommes arrivés à Tunis mardi 19 avril 2011 à 18h, avant d'être transférés à l'Hôtel Commodor, au centre de Tunis et à deux pas de la grande avenue Habib Bourguiba. Un premier dîner est organisé par la coordination afin de permettre les premières prises de contact dans la convivialité, sur fond de musique traditionnelle tunisienne. De nombreuses organisations sont représentées, dont la Fédération des Tunisiens pour une citoyenneté des deux rives (FTCR), les Ligues libyenne et algérienne des Droits de l'Homme, Attac France, Alternatives (ONG libanaise), l'ATMF (Association des Travailleurs maghrébins de France), des militants du bassin minier de Gafsa, ou encore un des bloggeurs de la révolution. Je remplace Jérôme Gleizes, responsable de la commission Transnationale, pour Europe Ecologie – Les Verts.

« Une société qui n'est pas éclairée par des philosophes est trompée par des charlatans. »

⁴ **Ennahda** ou *Hezb Ennahda* (Parti de la Renaissance) est un parti politique islamiste tunisien fondé le 6 juin 1981. Longtemps interdit, il a été légalisé le 1^{er} mars 2011 par le nouveau gouvernement d'union nationale et est actuellement dirigé par Rached Ghannouchi. Ennahda (anciennement appelé Mouvement de la tendance islamique, MTI) et ses militants ont beaucoup œuvré dans le social à travers des comités de quartiers et des œuvres de bienfaisance, ce qui leur confère la sympathie de beaucoup de Tunisiens au sein des classes populaires. D'autant plus que harcelés en permanence sous Ben Ali, Ennahda apparaît comme une des véritables forces d'opposition ne s'étant jamais compromis avec l'ancien régime, contrairement à beaucoup d'autres. Mais le parti islamiste s'est vu imputé plusieurs actes violents, dont l'incendie, le 18 février 1991, du local du comité de coordination du Rassemblement constitutionnel démocratique à Bab Souika, ayant fait deux blessés graves dont l'un décèdera une quinzaine de jours plus tard.

disait Condorcet. Les charlatans Ben Ali et Trabelsi⁵ étant partis, la Tunisie a désormais la tâche immense de se trouver ses philosophes.

Mercredi 20 avril 2011, après une première nuit très courte, nous partons à 5h du matin en bus direction le sud ouest, **Thala** d'abord, puis ensuite **Kasserine**.



Premier arrêt à Thala⁶. Le 8 janvier dernier, dans cette ville, six personnes, essentiellement des jeunes, ont été tuées par l'armée tunisienne. Pendant une manifestation spontanée, des snipers positionnés sur les toits ont tiré dans la foule, causant la mort de six habitants. Alors que nous sommes sur la place principale devenue la « place des martyrs », un rassemblement spontané d'une cinquantaine d'habitants se forme très vite pour nous exprimer leur frustration. Leur discours est clair : ils ne veulent pas mendier mais réclament simplement **le droit au travail**, et ils insistent pour que **les responsables de la mort de leurs enfants soient enfin jugés et condamnés**

⁵ La famille de Leïla Trabelsi, deuxième femme de Ben Ali, et « première dame » de Tunisie de son mariage en 1992 à son exil en 2011, a vu ses membres s'organiser en clan mafieux, généralisant la corruption dans tout le pays et s'enrichissant au passage de façon outrancière. Les Trabelsi sont aujourd'hui unanimement détestés dans tout le pays, et certains sont actuellement sous le joug de la justice, comme Imed Trabelsi, neveu de Leïla, poursuivi pour diverses escroqueries et trafic de stupéfiants. A propos de Leïla Ben Ali et des Trabelsi, lire le remarquable ouvrage de Nicolas Beau et Catherine Graciet, *La régente de Carthage, main basse sur la Tunisie*, La Découverte, 2009.

⁶ Thala est une ville de l'ouest de la Tunisie située à 250 kilomètres de Tunis. Rattachée au gouvernorat de Kasserine depuis 1956, elle constitue une municipalité d'environ 15 000 habitants.

fermement. Le père d'un des martyrs témoigne : il souligne d'emblée que **la ville de Thala n'a pas bénéficié de la révolution malgré ses sacrifices.**



Photo d'un des martyrs

Il y a une demande très forte de développement économique de toute la région. La position de ce père de famille endeuillé est claire : « *Nous n'acceptons pas de gouvernement provisoire si nos revendications ne sont pas prises en compte* ». **Les blessés n'ont toujours pas bénéficié de soins à l'hôpital et sont encore pris en charge à l'heure actuelle par leur famille, sans aucune aide des pouvoirs publics.** « *Ils ont oublié les martyrs* », nous explique-t-il très remonté. Les gens crient que demain ils sont prêts à faire de nouveau la révolution et à sacrifier « *600 martyrs* » s'il le faut. Leur détermination est à la hauteur de leur frustration et de leur déception. Il règne vraiment une ambiance insurrectionnelle et les habitants croisés à Thala semblent extrêmement décidés à redescendre dans la rue. « ***On a donné la liberté à la Tunisie et on a pas eu nos droits*** », résume très bien un des habitants.

Pendant les manifestations, il nous explique que 1800 policiers ont été envoyés à Thala pour réprimer les manifestations dans le sang. **Les habitants présents nous disent avoir les noms et matricules des snipers responsables de la mort de leurs enfants.** « *Nous ne mendions pas, nous souhaitons simplement que justice soit faite* ». Ils nous disent refuser l'argent du gouvernement si la justice n'est pas rendue rapidement.



Les habitants se rassemblent notamment autour des jeunes de Thala qui profitent de l'occasion qui leur est donnée d'avoir de la visite pour nous chanter l'hymne anti Ben Ali qu'ils scandaient pendant les manifestations.

Premières impressions en remontant dans le bus : une ambiance insurrectionnelle et des habitants se sentant totalement oubliés du gouvernement de transition, prêts à tout pour obtenir justice et possibilité de travailler et de gagner un minimum leur vie. La révolution à Thala semble vraiment tout juste commencer.

Nous repartons direction Kasserine⁷, plus au Sud. Arrivés à 13h, nous sommes reçus au siège local de l'UGTT⁸. Fathi Dbak, porte-parole de l'UGTT, qui nous accompagne depuis

⁷ Kasserine est une ville de l'ouest de la Tunisie et le chef-lieu du gouvernorat du même nom. La population y atteint un peu moins de 80 000 habitants.

⁸ La centrale syndicale de l'UGTT était au lendemain de l'indépendance de 1956 le principal contre-pouvoir au régime omnipotent du Parti socialiste destourien, ancêtre de l'actuel Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD). C'était ainsi le principal espace de contestation politique. Puis en 1989, la centrale finit par se doter d'une direction proche du gouvernement, sous la houlette d'Ismail Sahbani. L'UGTT s'aligne pendant cette période systématiquement sur les positions officielles du régime de Ben Ali et sur celles du patronat. Très controversé et traduit en justice, Sahbani sera remplacé par Abdesslem Jerad Suite à la révolution tunisienne, l'UGTT accepte le 17 janvier de participer à un « gouvernement d'union nationale » conduit par le Premier ministre sortant Mohamed Ghannouchi. Ainsi, les trois syndicalistes Houssine Dimassi, Abdeljelil Bédoui et Anouar Ben Gueddour deviennent respectivement nommés ministre de la Formation et de l'Emploi, ministre sans portefeuille et secrétaire d'État auprès du ministre du Transport et de l'Équipement. 24 heures plus tard, ces derniers démissionnent face à la colère de la population refusant la présence de ministres membres du RCD aux postes clés. Poussée par sa base, l'UGTT se montre inflexible et refuse désormais tout compromis avec l'ancien parti présidentiel. Le 1^{er} février 2011, après une scission au sein de l'UGTT, est créée par Habib Guiza, ancien cadre de l'UGTT, la Confédération générale des travailleurs tunisiens (CGTT).

la veille, nous explique que Kasserine est surnommée « la ville des martyrs ». Il nous rappelle également qu'il y a encore peu, sous la dictature de Ben Ali, de telles réunions, comme cette préparation du Forum social maghrébin, n'étaient même pas envisageables.



Fathi Dbak, assis juste à droite de la caméra, en compagnie des avocats de Kasserine et de militants de l'UGTT.

Plusieurs prises de parole d'habitants, de militants, d'avocats de Kasserine et de parents de martyrs. Une revendication émerge, celle de l'extension de la révolution tunisienne à l'ensemble du monde arabe, pour plus de démocratie dans un Maghreb uni. Pour certains, nous assistons à **la troisième phase historique de la décolonisation**. Un des avocats des familles des martyrs de Kasserine explique qu'il y a actuellement **une certaine résistance qui s'opère au sommet de l'Etat et qui constitue une contre révolution extrêmement dangereuse**, au sein des ministères notamment. Ben Ali est parti, mais nombre d'anciens thuriféraires du régime déchu restent en place. La révolution est loin d'être finie et la vigilance est de rigueur.

Un autre constat est fait, celui de **l'accélération de la dégradation environnementale du pays**, défi auquel il faut répondre rapidement. Les représentants des habitants de Kasserine lancent ainsi un « **appel pour la protection du patrimoine forestier tunisien notamment** ». Sujet à aborder plus tard avec Abdelkader Zitouni, responsable de Tunisie Verte. La discussion évolue rapidement là encore avec l'expression d'une frustration et d'un sentiment de révolte des habitants. **La situation à Kasserine non seulement n'aurait pas évolué depuis le départ du dictateur, mais elle aurait même tendance à régresser**. Le gouverneur n'écoute pas et refuse de recevoir les familles des martyrs pour prendre en compte leurs doléances. Il leur a proposé pour l'instant une rencontre ... en octobre ?! Il cherche à gagner du temps. C'est un ancien membre de l'armée. Les administrations sont dans l'attente de la suite et la sauvegarde de leurs postes, alors qu'il y a des urgences à gérer, comme la prise en charge effective des blessés et le versement des indemnités aux familles des martyrs, ayant de plus en plus l'impression que leurs enfants et parents tués par l'armée sont morts pour rien et aujourd'hui oubliés.



Fathi tenant la photo d'un des jeunes martyrs tandis que son père témoigne derrière lui.

Un exemple de l'inefficacité de l'administration nous est donné: il y a une grève de tout le secteur de la santé, médecins, infirmiers et personnels hospitaliers à Kasserine depuis le vendredi précédent, et ils attendent encore une réaction des pouvoirs publics. « *Kasserine est marginalisée, Kasserine est oubliée* », nous disent-ils. Les habitants se plaignent par exemple du ministère de la défense qui au niveau national passe l'essentiel de son temps à défendre sa propre administration plutôt que de prendre en charge les problèmes de sécurité dans le pays. Le père d'un des jeunes martyrs témoigne pour répéter de nouveau cette litanie que l'on entend depuis le début de la journée. « *Que les responsables des meurtres soient traduits en justice !* ». **L'attente et la frustration de ne rien voir évoluer depuis janvier constituent un réel danger pour la suite de la révolution et peut faire le jeu de populistes de tout poil, notamment des Islamistes d'Ennahda.** Nous quittons Kasserine guère moins inquiets qu'après Thala. Le peuple s'impatiente trois mois après le départ de Ben Ali et semble déjà déçu.

La priorité numéro 1 semble être de **traduire enfin en justice les responsables des assassinats de jeunes**, des snipers qui ne sont toujours pas arrêtés alors qu'ils sont identifiés, et de prendre en charge financièrement et médicalement les blessés et les familles des martyrs, laissés seuls alors qu'ils se considèrent comme les premiers acteurs de la révolution.

La deuxième priorité est de **s'attaquer d'urgence et de front au problème du chômage, atteignant de 30 à 40% de la population active, voire plus de 60% pour les jeunes, ceux que l'on appelle les « chômeurs diplômés ».**

Une coupure avec Tunis, le pouvoir transitoire et les partis politiques est nettement perceptible. Un proverbe tunisien populaire dit « *Ne sent la braise que celui qui marche dessus* ». Les responsables politiques tunisiens, très occupés à tenter de relancer le

tourisme et à chercher à attirer de nouveaux les investissements étrangers, feraient bien de s'en inspirer et de ne pas oublier ces régions tunisiennes laissées à l'abandon, et pourtant nid de la « révolution pour la dignité ».

Nous repartons vers le sud et Fériana⁹, pour une rencontre avec les habitants de la vallée et un repas en plein air. Nous sommes accueillis par une centaine d'habitants venus de tous les villages alentours. Ils nous font part de nombre de problèmes cruciaux : **accès à l'eau très limités, très peu de routes et d'infrastructures de transports pour désenclaver la région, des pollutions de toute sorte, une absence cruelle de centre de santé.** Il n'y a aux alentours de Fériana aucun centre de soin, pour un bassin de population de près de ... un million d'habitants ! Là encore, rien n'a changé depuis la révolution. Les locaux se débrouillent comme ils peuvent pour survivre. On nous donne l'exemple de deux femmes ayant travaillé deux semaines ininterrompues sur un tapis pour le vendre... 40 euros sur le marché.



Vallée de Fériana où l'on aperçoit au loin une cimenterie responsable de gros dégâts environnementaux

⁹ **Fériana** est une ville du centre-ouest de la Tunisie située à 340 kilomètres de Tunis et rattachée administrativement au gouvernorat de Kasserine. Elle compte environ 25 000 habitants et est considérée parmi les plus anciennes cités de la région. Située dans la partie sud de la dorsale tunisienne, à 745 mètres d'altitude, c'est l'une des villes les plus élevées de Tunisie, possédant un climat semi-aride. La végétation y est très rare, tout comme la pluie.



Habitants nous faisant part de leurs doléances

On peut percevoir une **absence cruelle d'organisation collective**. A quelques kilomètres de la frontière algérienne, nous sommes loin de la côte Est de la Tunisie qui brille, celle du tourisme d'Hammamet et de Djerba, des industries de Sfax et de la finance de Tunis. A Fériana, **un processus d'empowerment des habitants semble être la priorité**, afin de les aider à s'organiser en syndicat agricole et associations d'habitants pour pouvoir faire remonter efficacement les demandes auprès du gouvernorat de Kasserine.

Fériana a également eu son lot de martyrs, morts et blessés pendant la révolution, et là encore un sentiment d'abandon est exprimé par l'immense majorité. **La révolution tunisienne ne pourra continuer sur de bonnes voies si elle s'obstine à oublier toute une partie de sa population**. La Tunisie oubliée du centre et du sud du pays risque de chercher à se faire entendre de nouveau, notamment en s'offrant à des démagogues qui sauront trouver des mots justes lors des prochaines élections de juillet.

Nous quittons Fériana en fin d'après-midi direction le sud, **Gafsa** et son fameux bassin minier, région symbolique à plus d'un titre :

Beaucoup d'observateurs considèrent que la révolution tunisienne de décembre 2010-janvier 2011 est l'aboutissement d'un processus de révolte de la population tunisienne contre l'injustice du régime Ben Ali commencé en 2008 dans le bassin minier de Gafsa. Les fameuses « **révoltes du bassin minier de Gafsa** » sont de graves troubles sociaux qui ont secoué la région minière du sud-ouest tunisien, et particulièrement la ville de Redeyef, pendant près de six mois en 2008¹⁰.

Après une nuit d'hôtel à proximité de Gafsa, nous avons rendez-vous le lendemain matin

¹⁰ Lire notamment http://fr.wikipedia.org/wiki/Grèves_de_Gafsa, de même que l'article de Larbi Chouikha et Vincent Geisser : <http://anneemaghreb.revues.org/923>

à 9 h devant le tribunal de Gafsa pour manifester notre solidarité avec notre camarade **Mouhieddine Cherbib**¹¹. Celui-ci risquait une peine de deux ans et quinze jours de prison pour délit de solidarité, à cause de son soutien opéré depuis la France du mouvement social du bassin minier de Gafsa. Ces poursuites, engagées sous l'ancien régime de Ben Ali, sont finalement abandonnées par les juges du tribunal de Gafsa. On apprendra en fin de matinée ce jeudi 21 avril (finalement cette date peut aussi parfois être porteuse de bonnes nouvelles) que **Mouhieddine est acquittée**.



Mouhieddine Cherbib, au centre de la photo, juste avant d'entrer au tribunal pour entendre le verdict de la « nouvelle » justice tunisienne post Ben Ali

Après quelques minutes de protestation pacifique et symbolique de notre délégation devant la salle d'audience du tribunal, et notamment le chant de l'hymne national tunisien, nous laissons Mouhieddine à son procès et partons à la **Maison de la Culture de Redeyef**¹², où nous attendent plusieurs centaines de militants et habitants.

De nombreux syndicalistes de l'UGTT sont présents, de même que des représentants de l'UDC, l'organisation des chômeurs diplômés. **Plusieurs hommages vibrants sont rendus aux femmes de Redeyef, qui ont soutenu depuis 2008 le processus révolutionnaire.**

L'ambiance est survoltée, certains appelant à durcir le combat pour approfondir la révolution tunisienne et l'exporter dans tout le monde arabe, du Maroc au Yémen. Des appels à se méfier des « ennemis » de la révolution sont lancés, ennemis de l'intérieur comme de l'extérieur. Sont citées pelle mèle l'Algérie, la Libye, l'Italie ou encore la

¹¹ Mouhieddine Cherbib est membre fondateur du CRLDHT, comité pour le respect des libertés et des droits de l'homme et ancien président de la FTCTR.

¹² Redeyef est une ville du sud-ouest de la Tunisie, située à l'ouest de Gafsa et à l'est de la frontière tuniso-algérienne. Elle se trouve au centre de l'un des plus importants bassins de phosphate du monde. Rattachée au gouvernorat de Gafsa, elle compte environ 28 000 habitants.

France (du moins son président et son gouvernement).



Maison de la culture de Redeyef, pleine de militants en ce 21 avril 2011

Au bout d'une heure de débats, nous repartons derechef pour plusieurs heures de bus. Il nous faut rejoindre Hammamet, la célèbre station balnéaire au Nord Est de la Tunisie, sur la côte et à quelques encablures de Tunis, pour la tenue proprement dite de la réunion du comité de suivi élargi du forum social maghrébin, vendredi 22 et samedi 23 avril.

Nous faisons toutefois une pause à **Sidi Bouzid**, pour voir la place d'où « tout » ou presque est parti, là où le jeune diplômé vendeur à la sauvette Mohamed Bouazizi¹³ s'est immolé pour protester contre l'injustice qui lui était faite par les forces de l'ordre.

¹³ Lire http://fr.wikipedia.org/wiki/Mohamed_Bouazizi



Notre délégation à Sidi Bouzid, devant le monument en haut duquel trône la photo d'un des jeunes martyrs abattus par les forces de l'ordre.



Message de solidarité sur les murs de Sidi Bouzid



Banderolle rappelant la date à laquelle s'est immolé Mohammed Bouazizi, devenu le symbole du début de la révolution tunisienne

Des messages de solidarité et d'espoir couvrent les murs de Sidi Bouzid. Mais il subsiste une polémique sur l'importance donnée à l'immolation de Mohamed Bouazizi comme facteur central déclencheur de la révolution. Apparemment, une trentaine de jeunes tunisiens s'étaient déjà immolés en protestation contre l'injustice et les inégalités tout au long de l'année 2010. La cristallisation opérée autour du cas Bouazizi et le symbole qu'ont voulu en faire les médias tunisiens et internationaux de même que le pouvoir transitoire à Tunis suscitent doutes et jalousies parmi certaines personnes.

La municipalité de Tunis a annoncé par exemple le 17 février dernier vouloir rebaptiser l'une des avenues les plus importantes de la capitale tunisienne, l'avenue du 7 Novembre (nommée ainsi en référence à la date symbole de la prise du pouvoir par Ben Ali), « avenue Mohamed Bouazizi ».

Nous repartons ensuite pour plusieurs heures de bus, direction Hammamet, pour participer le lendemain à la réunion proprement dite du Comité de suivi du Forum social Maghrebin.

Je n'assisterai qu'au débat du vendredi, mon avion étant programmé tôt le samedi matin, et ayant rendez-vous vendredi 23 avril au soir à Tunis avec **Abdelkader Zitouni, président et fondateur de Tunisie Verte.**

Plusieurs décisions ou confirmations importantes ont été prises durant la réunion à Hammamet, en présence de 85 participants représentant 16 pays et 50 organisations syndicales et associatives :

- D'abord la deuxième édition du Forum social maghrébin sera élargi au Machrek et aura lieu à Tunis, à priori début mars 2012, tout cela étant bien sûr à confirmer.
- Ensuite le comité de suivi propose aux instances du FSM que le forum mondial prévu sur la Palestine se tienne en Egypte plutôt qu'au Brésil.
- Enfin un texte d'appel sur les questions d'immigration à la lumière des révolutions dans les pays arabes a été adopté.

Déclaration sur les migrations

Les associations réunies dans le cadre du forum social Maghreb-Machrek les 22 et 23 avril 2011 en Tunisie ont examiné la question des migrations dans le contexte révolutionnaire dans le monde arabe.

Elles font le constat suivant :

- l'exode dû à la guerre de dizaines de milliers de migrants de différentes nationalités depuis la Libye vers l'Egypte et surtout vers la Tunisie,
- l'émigration de 20 000 tunisiens vers l'Europe, permis par le refus momentané du Gouvernement tunisien de jouer les gendarmes de l'Union européenne,
- le refus d'accueillir ces migrants par l'Union européenne, qui montre ainsi son aveuglement, ignorant des révolutions dans le monde arabe,
- la suspension française des accords de Schengen, autorisée par l'Union européenne ce 23 avril, qui est une attaque supplémentaire à la liberté de circulation.

Les associations exigent :

- la libre circulation dans l'espace méditerranéen,
- un accueil digne dans le cadre d'une protection temporaire,
- et le refus de toute expulsion.

Les associations demandent en conséquence la suspension et la renégociation de tous les accords de réadmission, dont les accords de gestion concertée. Il est temps également de ratifier et d'appliquer effectivement la convention internationale de protection des migrants et de leurs familles.

Les associations considèrent que le soutien aux révolutions de la rive sud de la Méditerranée et aux exigences des peuples passe également par un accueil conséquent de migrants et de réfugiés. Ce soutien exige aussi une lutte ferme contre toute forme de discrimination, de racisme et d'islamophobie, la valorisation de la citoyenneté sur les deux rives et la réparation de l'exploitation éhontée des migrants, avec ou sans papiers, en Europe durant des dizaines d'années.

Les associations réunies lancent un appel à la constitution d'une coordination permanente dans le cadre du forum social maghrébin pour créer et soutenir les mobilisations nécessaires.



Réunion du comité de suivi élargi du forum social maghrébin à l'hôtel Sultan d'Hammamet, le vendredi 22 avril 2011

Plusieurs ateliers se déroulent durant les deux journées, dont un atelier consacré à l'économie et la politique budgétaire en cours actuellement en Tunisie. **La situation économique tunisienne est caractérisée depuis la révolution par un certain attentisme des différents investisseurs**, qui attendent assez logiquement une visibilité politique accrue pour pouvoir réinvestir dans le pays. **Cette atonie se voit par exemple dans le secteur touristique où le chiffre d'affaires du premier trimestre 2011 a baissé de 30% par rapport à la même période en 2010.** Un autre souci au niveau du secteur bancaire est que 13% des créances accordées par les banques ces dernières années seraient des créances douteuses. A cela s'ajoutent les prêts non payés des entreprises. Un autre problème structurel est le nombre trop important de banques en Tunisie, la plupart fonctionnant selon une logique familiale ou clanique, sans possibilité réelle de fusion à court terme. Au delà de ces caractéristiques spécifiques, tout le monde s'accorde à admettre **l'extrême inégalité territoriale du développement de l'économie tunisienne**, ce que la délégation a pu constater concrètement dans sa visite du centre et du Sud du pays.

Vendredi 22 avril au soir, je rejoins ensuite Tunis pour une rencontre avec **Abdelkader Zitouni**, fondateur et coordinateur du parti **Tunisie Verte** :

Abdelkader me fait visiter les locaux de Tunisie Verte, à Tunis, obtenus grâce à un de ses anciens amis de promotion (Abdelkader Zitouni est diplômé de l'école centrale des Arts et manufactures de Paris). Il m'explique d'emblée que leur objectif numéro un est de **créer un maximum de fédérations pour Tunisie Verte** dans tout le pays. Pour l'instant, sur les 24 gouvernorats tunisiens (*wilaya* en arabe), Tunisie verte a réussi à créer une douzaine de fédérations locales, ce qui d'après Abdelkader est un très bon résultat pour un parti sans réel moyen financier.



Abdelkader Zitouni dans les locaux de Tunisie verte, me montrant une de leurs affiches de meeting

De même, après trois mois d'existence légale, le parti écologiste tunisien a réussi à faire adhérer **plus de 500 personnes**, ce qui n'est pas négligeable. **Tunisie Verte a un besoin réel de financement pour les échéances électorales de juillet prochain.** Ils font pour le moment avec les moyens du bord. Affiches et tracts imprimés gratuitement par un militant imprimeur, webmaster ayant offert gracieusement à Abdelkader ses bons et loyaux services, etc. Environ deux milles euros avaient d'ores et déjà été récoltés par Tunisie Verte suite au passage d'Abdelkader Zitouni au Conseil fédéral d'Europe Ecologie – Les Verts à Paris en janvier dernier¹⁴. Autre projet dans les cartons, l'organisation l'été prochain d'une colonie de vacances entre jeunes Verts tunisiens et jeunes Verts européens d'une dizaine de jours, sans doute à Bizerte ou à Djerba. Ils attendent encore l'autorisation du Ministère de la jeunesse et des sports. Deux meetings sont organisés les 29 et 30 avril à Bizerte et à Gabès.

Le problème central pour Tunisie Verte reste d'arriver à présenter des listes partout avec des moyens bien moindres que d'autres partis, comme les islamistes d'Ennahda qui disposeraient d'après Abdelkader d'un budget d'un million d'euros, fourni en grande partie par des pays du Golfe.

¹⁴ Voir la vidéo de l'intervention poignante d'Abdelkader : http://www.dailymotion.com/video/xgta5t_abdelkader-zitouni-de-tunisie-verte_news

Aspect positif : **Tunisie Verte fait partie de la commission électorale qui prépare les futures élections historiques du 24 juillet prochain et a obtenu des victoires symboliques non négligeables** : tout d'abord **l'interdiction de se présenter pour tous les anciens responsables et membres du RCD depuis 23 ans** (année de l'arrivée au pouvoir de Ben Ali), et non pas depuis dix ans comme le demandaient de nombreux responsables politiques. Ensuite **le principe de parité homme/femme des listes électorales a été acté**. Enfin, **le mode de scrutin retenu a été la proportionnelle selon la méthode du plus fort reste**, ce qui favorise un petit parti comme Tunisie Verte, qui table sur la possibilité d'obtenir une quinzaine d'élus en juillet prochain.

Tunisie Verte se bat également pour que le manifeste des élections de juillet prochain, manifeste adopté par la Haute Instance chargée d'organiser l'élection de l'Assemblée Constituante et qui réclame des listes paritaires, devienne juridiquement contraignant. La parité hommes/femmes aux élections deviendrait ainsi un principe reconnu par la future constitution tunisienne.

Abdelkader Zitouni insiste plusieurs fois également tout au long de notre discussion sur **le danger d'Ennahda**, protestant au passage contre les propos de notre ministre des affaires étrangères Alain Juppé qui, de passage à Tunis la veille, s'est dit prêt à discuter notamment avec les islamistes tunisiens. Abdelkader souligne également **la nécessité de revenir à la charge en Tunisie contre le nucléaire**, tandis qu'un accord bilatéral de coopération dans le domaine du nucléaire civil avait été signé en 2008 entre Ben Ali et Sarkozy, et que cet accord est encore dans les cartons. Il faut donc rester vigilant.

En conclusion, Tunisie Verte est dans une dynamique ascendante très positive malgré leur absence de moyens et ils sont en attente d'un soutien plusieurs fois exprimé mais à réaffirmer tant des écologistes français qu'euro-péens. **Nous nous quittons sur l'idée d'organiser dès que possible et avant les élections du 24 juillet un grand meeting de Tunisie Verte dans un lieu symbolique, par exemple Gafsa, en présence de personnalités d'Europe Ecologie – Les Verts pour en faire un moment important de l'agenda politique tunisien pré-électoral.**

Conclusion et recommandations politiques :

La révolution tunisienne ne fait que commencer. Le départ du dictateur Ben Ali et de son clan mafieux a libéré la Tunisie de sa torpeur mais impose à ses futurs dirigeants d'immenses responsabilités. La Tunisie indépendante n'a connu jusqu'alors que deux présidents potentats étant restés au pouvoir plusieurs décennies, Habib Bourguiba et Zine el-Abidine Ben Ali. La Tunisie de demain doit faire l'apprentissage de l'alternance politique, du pluripartisme et de la liberté, liberté du monde politique, des médias et de la société civile. Les dérives claniques et clientélistes de l'ère Ben Ali – Trabelsi ne doivent plus être possibles, ce qui nécessite notamment **un processus de transparence accru dans le secteur des marchés publics et des appels d'offre. L'indépendance de la justice doit être affirmée et concrétisée juridiquement dans la nouvelle constitution ainsi que dans la pratique quotidienne, etc.**

Si le dictateur et son clan sont partis, tout reste à faire pour éviter qu'une contre révolution prenne pied dans le pays et amène au pouvoir de nouveaux potentats ou des

démagogiques de tout crin, prompts à se servir des attentes immenses et de la frustration du peuple pour accéder au pouvoir. Un message clair, un message d'espoir, est à envoyer de toute urgence par le gouvernement provisoire et les partis en lice pour les élections du 24 juillet prochain à cette « Tunisie oubliée », celle que nous avons entraperçue avec notre délégation durant les deux jours de déplacement au centre et au sud du pays. L'échéance électorale du 24 juillet 2011 va donc être déterminante. Tunisie Verte a vraiment une carte à jouer dans ce contexte, mais son absence criante de moyens risque de l'handicaper sérieusement face à d'autres partis, et notamment Ennahda.

Concrètement, niveau français et européen, pour tenter de répondre aux attentes immenses exprimées par les habitants, de Thala, Kasserine, Fériana, Redeyef, etc., plusieurs pistes sont envisageables :

- Il y a un manque criant de cadres intermédiaires, relais associatifs et politiques nécessaires dans le pays, ce à cause du régime Ben Ali qui interdisait toute voix discordante. Il faut donc favoriser tant que faire se peut **l'émergence d'une nouvelle génération de représentants de la société civile**. Il y a à cet égard **une immense attente qui émane des jeunes manifestants tunisiens ayant fortement participé au renversement du régime, notamment par le biais des réseaux sociaux, Facebook en tête**. Ces jeunes semblent aujourd'hui être désabusés en voyant que les partis politiques traditionnels ont tendance à « tirer la couverture à eux ». Tunisie Verte semble avoir bien pris conscience de cela, en tentant de s'adresser prioritairement à cette jeunesse. Des rencontres comme celle évoquée cet été entre jeunes écologistes tunisiens et européens sont à cet égard pleines de sens. Des pages Facebook communes entre militants tunisiens et français de même obédience politique (en l'occurrence écologiste) sont par exemple un outil très facile à mettre en œuvre, surtout dans un pays francophone comme la Tunisie. **Il faut également aider les organisations du mouvement social à se constituer, tant sur un plan financier que sur le plan de la formation**. Comme l'écrivait très justement Gilles Lemaire dans son rapport, il faut notamment **œuvrer à l'émergence d'un syndicalisme paysan**, pour, comme on a pu le constater dans la vallée de Fériana, pallier à l'absence criante d'organisation collective des Tunisiens ruraux, survivant loin de la côte et des illusions du tourisme de masse. La Confédération Paysanne, Via Campesina, ou encore des ONG comme le Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde (CADTM) ont un rôle à jouer en la matière. Europe Ecologie – Les Verts peut se faire le relais politique de ce type de démarche, notamment dans le cadre de la préparation du futur Forum Social Maghreb Machrek de 2012.

- EELV peut proposer, par le biais de ces élus locaux, généraux ou régionaux, **la multiplication de partenariats, par le biais de la coopération décentralisée, entre collectivités locales françaises et tunisiennes**. Par exemple, le Conseil régional d'Ile de France, de même que celui de Rhône Alpes, avec un groupe important d'élus écologistes et un budget conséquent, peuvent commencer à étudier ce type de démarche. Des villes de Seine Saint Denis dans lesquelles nous avons des élus écologistes en charge de la coopération décentralisée, comme à Aubervilliers par exemple, peuvent également voir la possibilité de partenariats avec des villes du centre et du Sud de la Tunisie. Au niveau du symbole de la solidarité entre territoires plus ou moins relégués par leur pouvoir central respectif, cela aurait du sens.

- Au niveau européen, **l'accord d'Association Union européenne – Tunisie, signé en 1995, devant aboutir à la création d'une zone de libre-échange euroméditerranéenne en 2010, doit être entièrement revu à la lumière de la révolution tunisienne et du contexte en cours.** Il faut inciter notamment à la multiplication des audits dans tout le secteur économique, les chiffres fournis précédemment par l'administration Ben Ali étant bien souvent erronés. **L'accord UE-Tunisie doit notamment prévoir explicitement de favoriser un développement territorial tunisien plus égalitaire entre la côte tunisienne touristique et industrialisée, et toute une partie du pays aujourd'hui totalement abandonnée.** Un fléchage budgétaire, un accord conditionné à un minimum de répartition territoriale équitable, etc., tout cela sans bien entendu empiéter sur la souveraineté tunisienne, doivent être sérieusement envisagés et portés par nos eurodéputés. Etant donné la façon dont l'Europe, et plus particulièrement la France, se sont fourvoyées avec le régime de Ben Ali, **les futurs partenariats politiques et économiques ne pourront pas ne pas prendre en compte l'aspect « développement territorial » de la Tunisie.**

A l'heure actuelle, le seul message clair envoyé par l'UE, par le biais du Président de la Commission José Manuel Barroso, en visite éclair à Tunis en avril, est que **l'aide de l'Union européenne sera tributaire de... la lutte effective contre l'immigration clandestine !** Après une certaine complicité à l'égard du régime de Ben Ali, l'UE a comme unique message à envoyer aux Tunisiens « *vos réfugiés économiques ne sont pas les bienvenus !* » Cette ligne politique est absolument exécrationnelle et passe totalement à côté de l'Histoire. Elle donne du grain à moudre aux messages nationalistes et de repli sur soi que portent des partis conservateurs, voire islamistes comme Ennahda. Il nous faut continuer à dénoncer au sein des instances européennes cette position, en liant cela avec le soutien indéfectible à apporter aux migrants tunisiens errant actuellement entre l'Italie et la France ou dormant à la belle étoile dans des parcs parisiens.

- Avant le 24 juillet, en vue des élections et pour aider à l'émergence d'une dynamique électorale en faveur de Tunisie Verte, nous devrions envisager d'organiser **un grand meeting écologiste franco-tunisien**, qui se tiendrait dans un lieu symbolique comme Redeyef, Gafsa ou Sidi Bouzid, en présence de leaders d'Europe Ecologie – Les Verts et de Tunisie Verte. Cécile Duflot s'était rendue à Gafsa en 2008 après les premières révoltes. Gille Lemaire avait également été présent en 2004 lorsqu'il était secrétaire national des Verts. Il y a ainsi une forte attente de Tunisie Verte sur un soutien réaffirmé d'EELV. Un grand meeting de ce type, qui serait relayé dans la presse nationale et internationale, répondrait favorablement à cette attente.

En conclusion, la révolution tunisienne a démontré que tout le discours ambiant depuis les attentats du 11 septembre 2001 sur le « choc des civilisations », qui prédisait que nos démocraties occidentales devraient affronter un Islam politique incompatible avec « nos » valeurs de liberté, d'égalité et de laïcité, était largement biaisé. Nos dirigeants politiques européens, et particulièrement français, nous expliquaient depuis des années la nécessité de soutenir de vieux potentats et de vieilles théocraties au Sud au risque sinon de voir des extrémistes islamistes prendre le pouvoir aux portes de l'Europe. Ce qui est arrivé en Tunisie, puis en Egypte et en cours ailleurs (Libye, Syrie, etc.), montre que les peuples du monde arabe aspirent surtout à la liberté et à la dignité, pour eux et

leurs enfants. Aujourd'hui, de Tunis à Rabat, en passant par le Caire, Tripoli, Manama ou encore Sana'a, un vent de liberté et de démocratie souffle, suite à la révolution tunisienne. Il est porté par la jeunesse et l'ensemble des peuples, contre leurs dirigeants corrompus, et pour la démocratie et la liberté. L'Occident lui « prend acte », et il commence à s'apercevoir qu'au nom des affaires et de la stabilité, il s'est compromis et s'est bercé d'illusions vis-à-vis de dictateurs infréquentables. Les masques tombent enfin!

Mais pour que l'espoir suscité ne se brise pas notamment sur les murs de notre Europe forteresse, il faut que le discours ambiant en Europe change radicalement. En France, les relents xénophobes émanant des autorités doivent être contrecarrés par le soutien indéfectible de notre société civile aux démocrates tunisiens et plus largement arabes.

Les écologistes, depuis longtemps, ont eux pris le parti des peuples et de leur liberté, face aux réticences des pouvoirs en place, au Nord comme au Sud. Notre discours doit être martelé pour se faire entendre en Europe et jusqu'au Sud, alors que nombre d'Etats membres de notre vieux continent semblent de plus en plus tentés par des aventures populistes, la France en premier chef.

Merci en tout cas au peuple tunisien de nous montrer la voie !

Benjamin Joyeux

Pour Europe Ecologie – Les Verts et la commission transnationale
Avril 2011

